

et les autres?



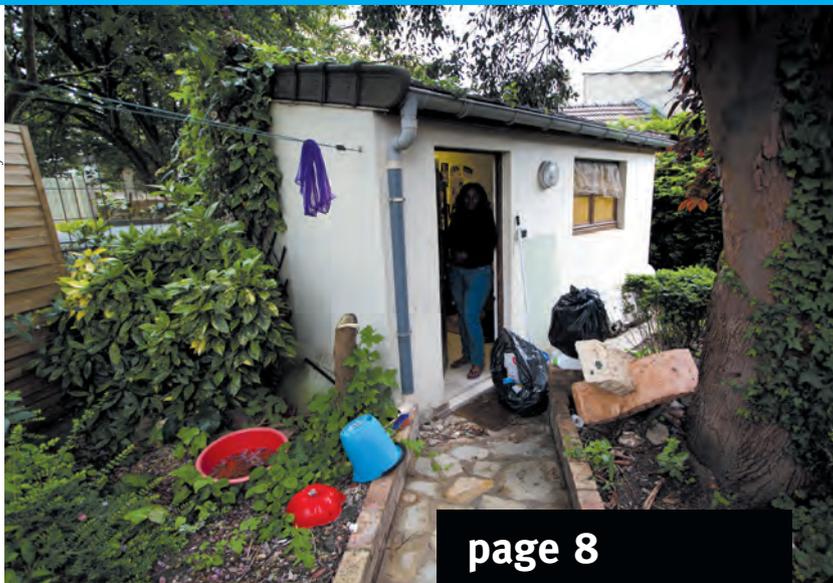
LE JOURNAL DE LA **FONDATION ABBÉ PIERRE**

Abbé Pierre
+



Nouveaux territoires, défis de solidarité

© Seb. Gaudrey



© Lyndise Dambolic

page 8
■ Nouveaux territoires, défis de solidarité



© Pierre Faure

page 14
■ Toute détresse mérite réponse

pages 4/7

AGIR AU QUOTIDIEN

pages 8/12

NOUVEAUX TERRITOIRES, DÉFIS DE SOLIDARITÉ

page 13

FRANÇOIS BAROIN: IL FAUT UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DE TOUS LES TERRITOIRES

page 14

HUMAINS EN DÉTRESSE

pages 16/17

LE MONDE DU LOGEMENT

pages 18/19

AGIR ENSEMBLE

page 20

L'ABBÉ PIERRE RENCONTRE JAMEL DEBBOUZE



© Armand Faïer pour L'AMF

page 13
■ François Baroin: Il faut un développement harmonieux de tous les territoires



© FAP

page 20
■ L'abbé Pierre rencontre Jamel Debbouze

L'édito du président

Garder confiance, c'est notre force!

L'année 2016 s'annonce particulièrement délicate et difficile pour nous tous. Les défis sont nombreux et ne concernent pas uniquement le logement. Cependant, je tiens à vous dire, à vous redire, quel réconfort je tire du soutien de nos donateurs, qui restent nombreux à nos côtés et dont la générosité ne faiblit pas. Je vois en cela une marque de confiance. Confiance en l'abbé Pierre, notre fondateur, qui nous a laissé un héritage, celui de lutter sans relâche contre l'exclusion sous toutes ces formes. Confiance en la Fondation, en ses actions menées sur le terrain et qui permettent bien souvent de découvrir combien nos concitoyens savent être solidaires. C'est très sincèrement que je vous remercie aujourd'hui de cette confiance. Elle est le fondement de notre action, elle en constitue le socle. Votre soutien conjugué au professionnalisme de nos équipes, j'en suis convaincu, sont nos meilleurs atouts pour envisager et construire ensemble un avenir meilleur, un avenir plus juste pour chacun de nous. Mon souhait est que nous réussissions à faire vivre, à faire entendre cette France confiante et solidaire en 2016. Au-delà des peurs, des clivages politiques, de la crise économique et sociale, soyons justement acteurs de fraternité et de solidarité.

Raymond Etienne
Président de la Fondation Abbé Pierre



■ L'État du mal-logement: 21^e rapport

Le 28 janvier prochain, la Fondation Abbé Pierre présentera au Palais des Congrès à Paris, son 21^e rapport sur l'État du mal-logement en France. Le dossier central de ce document montre les interactions entre le mal-logement et les problèmes de santé. Témoignages et chiffres prouvent qu'insalubrité, promiscuité, recherches vaines d'un logement pérenne, ébranlent la santé physique et morale des personnes contraintes de vivre dans ces conditions indignes. Ce rapport consacre aussi un chapitre au projet de loi annoncé pour lutter contre "l'apartheid territorial" et favoriser la mixité sociale. Pour la Fondation Abbé Pierre, cet objectif est légitime, face à une ségrégation accrue des "zones urbaines sensibles". Enfin, outre le tableau de bord du mal-logement dressé à partir de chiffres actualisés, le rapport fournit pour la première fois une estimation, ville par ville, de ce qu'un ménage-type peut louer ou acheter, en fonction de ses revenus et de l'immobilier disponible.

"Et les autres ?" est édité par la **Fondation Abbé Pierre** pour le Logement des Défavorisés : 3-5, rue de Romainville - 75019 Paris - Tél. : 01 55 56 37 45 - www.fondation-abbe-pierre.fr ISSN : N° 1245-3420. Publication trimestrielle Commission paritaire n° 0518 H89713. Abonnement annuel : 4 €, prix au numéro : 1 €. - **Service Donateurs** : 01 55 56 37 25
Président : Raymond Etienne. Directeur de la publication : Christophe Robert. Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Gilles.
Rédacteur en chef : Yves Colin. Secrétaire de rédaction : Mighelina Santonastaso.
Conseillère éditoriale et journaliste : Anne-Marie Cattelain Le Dû. Journaliste : Delphine Picard. Maquette : Thierry Laurent.
Impression : Orient express, 6 rue Bezout 75014 - Paris. Routage : France Routage 2, ave Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges.
Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion.





Ma Pension, ma maison

Témoignage poignant de Christiane qui, depuis 14 mois, a trouvé refuge dans une Pension de famille, membre du réseau de la Fondation :

« À 45 ans, j'ai vécu un drame et me suis retrouvée à la rue après 25 ans en couple avec mes enfants. Une assistante sociale m'a orientée vers la Pension de famille "Le Lion d'Angers". Je me suis reconstruite, j'ai retrouvé un emploi et vécu des temps forts comme les "Rencontres Sportives" de Toulon ou le festival "C'est pas du luxe!". Je viens d'apprendre que je suis atteinte d'un mal incurable, mais je ne suis plus seule à gérer cette tragédie. J'ai ma famille de cœur, ma famille de la Pension. »

■ ABBÉ ROAD, UNE BELLE AVENTURE

Le 17 octobre dernier, à la Cigale à Paris, lors du concert de clôture de la deuxième tournée d'Abbé Road, artistes, bénévoles et salariés de la Fondation ont crié avec le millier de spectateurs, leur foi en un monde plus juste et leur désir de continuer le combat de l'Abbé. Confidences en coulisse.



Disiz, rappeur, parrain de la soirée : « Il faut secouer le monde, surmonter notre égoïsme individuel, rappeler qu'il y a des gens qui souffrent, battre en brèche les a priori, redonner confiance aux habitants des quartiers. »



Jamel Debbouze, comédien, invité d'honneur : « Je ne suis pas là comme humoriste mais pour soutenir les pauvres. On ne peut pas être heureux quand des gens dorment dehors. »



Imen 27 ans, comédienne, bénévole sur la tournée : « Cela me tenait à cœur d'écrire un slam, texte poétique, après cette expérience unique. » Extrait du slam : « Héritiers de l'appel de

l'hiver 54, en exprimant la voix des opprimés, c'est la précarité que l'on veut décimer... Quel comble dans ce monde de smartphones que la voix des défavorisés demeure aphone... Alors, prends le large au-delà des préjugés, prends le chemin de Pierre, l'Abbé. »



JonOne, grapheur, Christophe Robert, Délégué général,...



... le rappeur Diziz et quelques bénévoles de la Fondation.

© Photos : Sébastien Godefroy et Ljubaša Damićević

■ Ils retroussent leurs manches

Interpellés par les problèmes des habitants des Linandes à Cergy-Pontoise, Wafaa et Moussa, deux jeunes en insertion, ont décidé de réagir. Dans ce quartier en déshérence, ils ont monté leur association "Agir pour réussir". Elle a comme priorité de soutenir les familles monoparentales et les jeunes célibataires dans



© DR

leurs démarches administratives, leurs recherches d'emploi et de logement. « Nous les aidons à comprendre les formulaires, à bien les remplir, à mieux connaître les rouages. Et, croyez-moi, assure Moussa, cela porte ses fruits. Nous réussissons à faire aboutir des demandes qui traînaient depuis des mois et des mois. »

■ «Le bénévolat, suite logique de ma vie professionnelle»



Depuis neuf mois, Didier Vilain a mis ses compétences au service de l'Agence régionale de Bretagne pour combattre le mal-logement en milieu rural. Un prolongement de sa carrière. «J'ai exercé ma carrière au ministère du Logement, notamment en qualité de Directeur régional de l'Équipement et de Directeur général de l'établissement public foncier de Bretagne. Dans ce cadre, lors de réunions et de rencontres, j'ai apprécié le côté humaniste et réaliste de la Fondation, indispensable pour faire avancer les politiques de l'habitat. C'est ce qui lui vaut l'écoute des acteurs majeurs, au niveau de l'État et des collectivités.

À la retraite, je me suis naturellement engagé à ses côtés et suis heureux d'être son référent en centre Bretagne pour tout ce qui touche aux problématiques du mal-logement en milieu rural. Sur

ce territoire fragilisé, nous menons avec des acteurs associatifs de qualité des opérations expérimentales d'amélioration de l'habitat. La Fondation peut ensuite les dupliquer dans d'autres régions. À la campagne, l'extérieur d'une habitation ne reflète pas toujours l'intérieur rendant le repérage des situations dramatiques délicat. D'où l'importance de disposer de relais – assistants sociaux, élus, associations locales –, qui connaissent bien le terrain.

La crise, ici comme ailleurs, touche de plus en plus de familles. À nous d'éviter qu'à cause de leur isolement, de leur pudeur, elles ne sombrent dans la misère».

■ APPRENDRE ENSEMBLE POUR VIVRE ENSEMBLE

En Haute-Normandie, l'association "Échelle Inconnue" propose de réfléchir à l'habitat précaire à travers des ateliers d'expression, d'écriture et de tournage de scénarios. Ils réunissent des personnes vivant en logement traditionnel, en habitat mobile ou en bidonville. Ces projets, financés à hauteur de 15 000 € par la Fondation, permettent de sensibiliser et lever beaucoup d'a priori autour de ces habitants souvent en précarité. Ils facilitent également le travail de médiation auprès des élus et autres acteurs de la vie sociale. Ainsi, exemple concret à Ménilles, dans l'Eure: un couple au chômage vivant dans un camion a trouvé du travail grâce à sa participation à la production d'un film avec les enfants de la commune..



■ Une farce contre l'exclusion

L'association "Éclats de Scène" à Bollène, dans le Vaucluse, mène la guerre contre toutes formes d'exclusion ethniques, sociales, sexistes par le biais d'ateliers d'écriture et de créations artistiques. Ainsi, une quarantaine d'habitants marginalisés ont, sous la houlette de Jean-Louis Sauzade enseignant à la retraite, écrit sur le thème de la rupture. Puis dans le cadre des "Conviviales de Sarriens", des comédiens ont interprété leurs textes. "Éclats de scène"



a aussi associé parents et lycéens dans la mise en scène de "Bidoch'Market", comédie burlesque autour de deux accidentés de la vie rejetés par la société. Après chaque représentation, des débats et échanges permettent aux habitants des villages et quartiers traversés d'échanger entre eux et avec les artistes. La Fondation a participé à hauteur de 10 000 € pour la valorisation de ces actions en faveur des personnes fragilisées.



Nouvelle campagne de la Fondation

Thème de la nouvelle campagne d'affichage et de communication : Le mal-logement, une question de santé publique. Conditions d'hygiène déplorables, insalubrité des bâtiments, précarité énergétique fragilisent les occupants. Dans les 600 000 logements indignes et les 85 000 habitats de fortune, les pathologies allergiques et respiratoires sont fréquentes. Une étude de la Fondation Abbé Pierre montre que ces troubles s'accroissent chez les 5 millions de ménages qui ne peuvent se chauffer correctement. Michel Drucker a accepté de prêter généreusement sa voix pour médiatiser cette campagne.



Aplanir difficultés et conflits

Épaulée par la Fondation, l'association CIME de Rennes a ouvert une permanence de médiation pour restaurer du lien social dans les quartiers, faciliter la résolution des conflits de voisinage et l'accès aux droits.

Regard sur le mal-logement en Europe.

En novembre dernier, la Fondation avec la FEANTSA (Fédération européenne des associations travaillant avec les sans-abri) a dévoilé le premier "Regard sur le mal-logement en Europe".

Si la France dispose de politiques publiques plus ambitieuses que la majorité des pays européens, en revanche elle se situe au milieu du tableau en termes de situations du mal-logement.

Ses points de retard :

- les sans-abri;
- le coût du logement très social;
- les expulsions;
- la précarité énergétique;
- l'isolement en milieu rural;
- l'inégalité des jeunes face au coût du logement.



© FAP

■ Une maison ouverte pour réapprendre à vivre

Pour accueillir dignement des personnes handicapées, marginalisées et à petits revenus, l'association "Mouvement Médiation" au Cagnet-des-Maures (83) a sollicité l'aide financière de la Fondation. Les 12 000 € accordés, (le tiers du montant des travaux), ont permis d'aménager une nouvelle chambre et une salle de bains et de mettre aux normes la Maison Relais et le Foyer. Ces lieux semi-collectifs, alternent moments de vie privée et de vie en communauté pour permettre aux pensionnaires de sortir de l'isolement et de nouer ou renouer des liens avec leurs proches et la société.

■ "C'EST PAS DU LUXE!": PAROLE POUR TOUS

Au-delà des chiffres de la troisième édition du festival "C'est pas du luxe!" qui s'est déroulée à Apt, ce sont les témoignages qui écrivent les chapitres de cet événement initié par la Fondation Abbé Pierre.

Marie-Christine Barrault: «*La culture suscite une prise de conscience citoyenne en mettant en question les perceptions de l'autre, qui n'est pas comme soi. Le pari du « vivre ensemble » prend toute sa dimension.*»

Philippe Torreton: «*Je n'oublierai jamais, Leila, Marc et les autres qui ont joué L'arbre aux offrandes.*

Raconter sa vie, se livrer, s'exposer, c'est fondamental, inhérent à l'espèce humaine.»

Danakil: «*On ne peut pas laisser aux plus modestes le monopole de la souffrance. Dans mes chansons, je parle de leur misère, de leur douleur, c'est ma façon de réagir.*»

Louis, 57 ans, Pension de famille de Voiron: «*Je ne pensais pas être capable de monter sur scène. Ouvrier du textile, licencié, je me suis retrouvé à la rue. Ici, je suis de nouveau quelqu'un.*»

Thomas, 64 ans, accueil de jour "L'Assol" Nanterre: «*J'ai réalisé cette sculpture parce que j'avais la haine et que, plutôt que d'utiliser mes mains à faire du mal, j'ai fait mon arbre à mains.*»

Nadia, Pension de famille Vierzou: «*Ça m'a changé la tête de chanter. Quand je suis rentrée mes problèmes étaient beaucoup moins gros.*»

Guylaine, spectatrice: «*La Forêt du Luxe, installée dans le Parc naturel régional du Luberon, réunissait des gens qui ne seraient peut-être jamais rencontrés.*»



© Photos: FAP

■ MAIN TENDUE AU NICARAGUA

Après une évaluation positive du premier programme triennal achevé en 2013, la Fondation a renouvelé son aide au Nicaragua, pour une période de trois ans. Dans ce pays au PIB le plus faible d'Amérique Centrale, (env. 2000 € par an, par habitant), 60% de la population vit en situation de grande pauvreté. En relation étroite avec les associations françaises "Habitat-Cité" et "CRAterre", et l'organisation locale "La Casa de la Mujer", la Fondation finance la construction ou la reconstruction de maisons et la formation des habitants aux métiers du bâtiment. Elle soutient aussi l'octroi de micro crédits aux femmes et le développement d'activités de couture, vente ambulante et restauration de rue. Depuis le début du programme, 300 micro crédits ont été attribués pour un montant de 27 000 €.



Première bénéficiaire d'une maison de 45 m² qui peut être agrandie : une famille monoparentale avec 2 enfants qui vivaient dans 6 m² dans le bidonville.

■ Dénoncer les exploiters de la misère

Depuis 2001, monsieur M. employé à mi-temps à l'Assemblée nationale, loue 350 €/mois une pièce de 6,5 m², humide et à l'installation électrique dangereuse. En recevant la lettre de son propriétaire lui signifiant son congé il prend contact avec l'Espace Solidarité Habitat de la Fondation, pour connaître ses droits, notamment sur l'interruption du bail... C'est souvent à l'occasion d'un litige avec des propriétaires portant sur le non-renouvellement ou la suspension d'un bail que l'ESH découvre ces situations de logement indigne. Depuis 2002, la loi interdit de louer des logements de moins de 9 m² mais des propriétaires peu scrupuleux continuent de bafouer ces droits. L'ESH dénonce ces situations de mal-logement, conseille et accompagne les victimes dans leurs démarches.



■ DES PROPRIÉTAIRES IMPÉCUNIEUX SOULAGÉS

Propriétaires d'une maison frappée d'un arrêté d'insalubrité, Chantal et Joseph, étaient dans l'incapacité de financer les travaux pour sa remise en état. Contactée par l'association "Apremis" d'Amiens, la Fondation a accepté de financer l'évacuation des 7 tonnes d'objets hétéroclites et inutilisables, stockés à l'intérieur et à l'extérieur du bien. Puis elle a participé à la rénovation des lieux, dans le cadre de son programme "Toits d'abord". Tout a été refait : toiture, isolation thermique, chauffage, huisseries, électricité, etc. Grâce à un bail à réhabilitation de 23 ans signé avec "Apremis", le couple est devenu locataire de son bien. Il s'acquitte d'un très faible loyer et bénéficie d'un accompagnement social. « On se sent enfin chez nous. Et, j'ai beaucoup de chance d'avoir une cour pour mes plantes, » s'est enthousiasmée Chantal en retrouvant son domicile après les travaux, tandis que son mari s'exclamait : « Les voisins sont contents de venir nous voir, c'est quand même autre chose. »



Territoires

SUD-OUEST

Au centre du village de Donzacq dans les Landes, un hôtel désaffecté est en cours de réhabilitation. Remis en état, il offrira six logements à des retraités. Situé au centre du bourg, cet immeuble permettra à ses occupants d'être très autonomes tout en partageant s'ils le souhaitent des activités : repas, jardinage et loisirs dans le terrain à l'arrière du bâtiment.

PACA

À Luynes, près d'Aix-en-Provence, une grande demeure entièrement rénovée, avec l'aide de la Fondation, dispose désormais de 9 logements pour des personnes en errance. Elles bénéficient aussi d'un accompagnement social et médical.



Nouveaux défis

La grande pauvreté enracinée :

3,9 millions de personnes sont bénéficiaires de l'aide alimentaire,

3,8 millions sont mal logées,

2,1 millions vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 667 euros par mois).

Les formes d'habitat précaire connaissent une hausse inquiétante dans cette population :

+ 3,6% en 2014.

(Rapport Fondation Abbé Pierre)

territoires, de solidarité

■ *Nouvelles régions et nouveaux élus étrennent l'année 2016. Ce changement d'échelle est un réel défi pour ceux qui luttent contre l'exclusion. Il faudra appréhender au plus près les inégalités économiques, démographiques et sociales que recouvre ce nouveau découpage territorial. L'enjeu n'a jamais été aussi clair : que chacun vive dignement. Partout.*

■ **L**a 2^e région la plus peuplée de France est désormais l'Auvergne-Rhône-Alpes. Si elle forme aujourd'hui un tout, comment donner du sens, relier de grandes agglomérations urbaines comme Lyon et Grenoble et de petites communes de quelques centaines d'habitants? Déserts médicaux, hausses du chômage, de l'habitat précaire, des expulsions... de nombreux Français sont touchés, où qu'ils soient. En 2015, plus de 2 millions d'entre-eux vivent sous le seuil de pauvreté, avec 667 euros/mois. Agir au plus près des personnes en situation précaire est le défi qu'il faut aujourd'hui relever en soutenant les associations

et tous ceux qui en ont saisi la nécessité.

«À Buis-les-Baronnies, nous avons toujours voulu offrir les mêmes services qu'à la ville : sanitaires, laverie, domiciliation, accès aux droits...», énonce Jérôme Golliet, directeur d'«Intervalle». Ici, à la frontière du Vaucluse, les 20 communes environnantes totalisent à peine 6 000 habitants. Cueillette des fruits en été et des olives en hiver, vignobles... la main-d'œuvre autrefois saisonnière s'est peu à peu sédentarisée sans trouver d'emploi à la clé. L'accueil de jour s'est alors complété d'un hébergement d'urgence de 11 places. «Mais il ne s'agissait pas seulement de mettre des personnes à l'abri

■ À la campagne, comme en ville, la misère existe mais souvent se voit moins.



© Lydie Danilovic



Les derniers chiffres du mal-logement

3,8 millions de personnes souffrent de mal-logement ou d'absence de domicile personnel.

12 millions sont touchés à des degrés divers par la crise du logement.

La Fondation a décidé d'intégrer deux nouvelles formes de mal-logement dans ses chiffres :

- la précarité énergétique et
 - l'effort excessif des ménages modestes pour se loger.

en hiver, il fallait les accompagner, prendre le temps de travailler avec elles». En 2013, les places sont pérennisées en lieu de vie. En 2014, 60 personnes y ont séjourné.

De 18 à 79 ans

Les maires des communes voisines font peu à peu appel à "Intervalle", faute d'assistante sociale sur leur secteur. « Ici, nous sommes les seuls acteurs à agir en territoire rural. Beaucoup d'habitants isolés et âgés vivent dans l'oubli. Nous allons à la rencontre de toute personne en situation de précarité », confirme Jérôme. Avoir un logement, vivre dans des conditions dignes, à 41 ans c'est certain, Stéphane le souhaitait. Dans le lieu de vie, il a très vite ressenti qu'on lui offrait autre chose. « S'en sortir tout seul, c'est impossible. Ici, on m'a montré que j'étais quelqu'un, j'ai été tiré vers le haut et on m'a laissé du temps. Je suis resté six bons mois. En février 2015, j'ai pu m'ins-



© Lybina Damiric

taller dans la Pension de famille de Tulaud, pas très loin. Je travaille dans les espaces verts. Je suis vraiment heureux, je sens que la machine est repartie. Aussitôt que mes finances me le permettront, je chercherai un logement.»

Travailler la dimension humaine, redonner du sens à la vie autour de l'accès au logement, des habitants de Hem, en banlieue lilloise, l'ont eux aussi expérimenté.

■ À Stains, en Seine-Saint-Denis, cette remise de jardin sans aucun confort sert de logement à une personne seule.

Solidarité citoyenne

On sonne, Sonia ouvre et nous accueille chez elle. Un geste symbolique. Il y a 3 ans, elle vivait avec son mari et ses 5 enfants dans le bidonville de Croix, à deux pas de Lille. Ni eau ni électri-





© FAP

citée dans un campement fait de tôles. C'est là qu'elle a connu Nicole, Thérèse et bien d'autres.

«Je la voyais mendier en allant faire mes courses, et puis un jour, les CRS ont débarqué et ont écrasé le camp, ça a été la panique. Je me suis aperçue que nous étions plusieurs à nous inquiéter du sort des familles. Très vite, chacun a fait marcher son réseau», raconte Séverine Romane-

vski, habitante du quartier. C'est depuis la paroisse locale que l'aide s'est organisée. Grâce au Père Michel, Sonia et les siens ont été hébergés en urgence dans une salle paroissiale. Les autres familles ont préféré s'installer un peu plus loin, sur un terrain privé. *«Je me suis dit que si on arrivait à les aider, ça montrerait que c'est possible. Même s'il ne s'agissait que d'une famille, cela valait le coup pour l'exemplarité»,*

■ Les nouveaux locataires du Béguinage, devant le bâtiment entièrement rénové. Le début d'une nouvelle vie.

ajoute Séverine, qui n'a pas tardé à rejoindre l'association "Agir", née de la solidarité collective. *«Tous les aspects de la vie ont été pris en compte : rendez-vous médicaux, gestion du budget, scolarité des enfants. Chacun a donné du temps et la motivation de la famille a tenu bon»,* précise Caroline Lesoin, l'une des pionnières de l'association. "Agir" a permis d'employer Sonia et son mari Christian en chèques emploi-service. Puis, un appel à dons a été lancé pour réhabiliter le "Béguinage", l'ancien presbytère, afin d'y construire deux logements. *«Les dons ont afflué de partout, et au-delà du quartier. Quand les travaux ont pu commencer, nous avons fait appel à l'entreprise d'insertion "Bâtir solidaire" qui a employé deux frères de Sonia sur le chantier»,* note Caroline. *«J'ai été bluffée par la vitesse avec laquelle le projet est sorti de terre. Cette aven-*

Focus

La Fondation publiera à l'automne 2016 un "Cahier d'études sur le mal-logement en milieu rural" qui s'appuiera notamment sur les actions et analyses portées par ses Agences régionales.

■ En Normandie, des quartiers entiers sortent de terre, offrant aux habitants une meilleure qualité de vie.





© Ljubisa Danilovic

© FAP



■ Résidences pour jeunes à Nîmes et Pension de famille à Angoulême, deux projets soutenus par la Fondation.

Inégalité de l'accès aux soins

Sous-préfectures, communes rurales, arrondissements de grandes villes: près de **2,5 millions** de personnes vivent dans un désert médical.

ture humaine a montré qu'en-semble, on pouvait lutter contre l'injustice», conclut Séverine. Sonia et les siens se sont installés au rez-de-chaussée du "Béguinage" début octobre. Christian est en contrat d'insertion et verse un loyer modeste à l'association. À l'étage, "Agir" a accueilli un couple de réfugiés irakiens dont la petite fille est née fin septembre. Sensible à leur détresse, Sonia a joué d'emblée son rôle de voisine.

Partenaires solidaires

Ne pas seulement se cantonner aux villes pour atteindre les zones les plus reculées, c'est ce qui a incité la Mutualité sociale agricole (MSA) et l'association des "Compa-

■ Basim et Raghad, Irakiens retrouvent sérénité et confiance. Dans leur appartement du Béguinage, ils se sentent enfin à l'abri.

gnons Bâisseurs" à lancer un programme conjoint d'auto-réhabilitation accompagnée en Loire, en Drôme et en Ardèche, le département le plus pauvre de la région.

«Ici, il s'agit de réhabilitations lourdes. Il n'y a souvent que le terrain et quatre murs en état auxquels les exploitants sont extrêmement attachés. Grâce à l'action de repérage et de sensibilisation de la MSA, les exploitants agricoles sont prêts à travailler avec nous quand

nous arrivons sur place pour un diagnostic», précise Émilie Frapsauce, chargée de projet aux "CompagnonsBâisseurs". C'est à Préaux, quelque 600 habitants, au domicile de Marie, 58 ans, qu'un premier chantier va démarrer au printemps. «J'élève des chèvres et je fais du fromage. C'est un choix de vie, mais c'est de plus en plus dur. J'ai entre 200 et 400 euros/mois pour vivre et n'ai pas du tout les moyens de faire quoi que ce soit dans la

© FAP



maison. Mais si je ne peux pas vivre correctement chez moi, ce sera forcément la maison de retraite. Rester active passe par le logement. En plus, pour le moment, je peux encore participer aux travaux. C'est la perspective de l'accompagnement et de l'apprentissage qui m'a vraiment convaincue», avoue-t-elle.

Permettre l'insertion économique et sociale ou tout simplement la maintenir, tel est l'enjeu de ce partenariat mis en place en 2014. «Nous avons quinze projets dans la Drôme et l'Ardèche, dans des exploitations où la précarité financière et l'isolement géographique sont très importants. Pour ces agriculteurs, l'exploitation passe avant tout. Beaucoup ne se plaindront jamais, mais ils sont en état de survie», précise Monique Scoubart, adjointe ASS à la MSA. «On constate souvent un état de découragement physique et moral.

Les finances manquent, le temps aussi et ils n'ont pas l'habitude de demander de l'aide. Il s'agit de leur faire comprendre qu'ils ont le droit de prendre soin d'eux. C'est aussi un moyen de lutter contre les suicides, très nombreux dans cette profession. On redonne de l'élan à un projet de vie à l'arrêt. On travaille au cas par cas et avec de nombreux partenaires pour boucler financièrement chaque dossier et apporter une réponse individualisée. Il s'agit vraiment d'un accompagnement social global». Et de conclure: «On construit des histoires humaines.» ■

Témoignage

«Il faut un développement harmonieux de tous les territoires.»

François Baroin, sénateur de l'Aube et maire de Troyes, est président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) depuis novembre 2014.

La dotation de l'État aux communes et intercommunalités a été fortement réduite. Quelles conséquences à l'échelon local en matière de lutte contre le mal-logement?

La lutte contre le mal-logement est l'une des préoccupations majeures des communes et intercommunalités sur leurs territoires. La baisse des dotations constitue un frein à la mise en place d'opérations d'amélioration de l'habitat, notamment dans les moyennes et petites villes. L'articulation des aides de l'Anah (Agence nationale de l'amélioration de l'habitat) et celles des communes et intercommunalités engagées dans la réhabilitation et le conventionnement de logements privés doit être améliorée, afin de contribuer à la lutte contre le mal-logement.

Cherté des logements en ville et désertification des campagnes: comment les communes peuvent-elles préserver le lien emploi/logement?

Permettre à chacun d'accéder au logement et à l'emploi sont des axes majeurs des politiques conduites par les élus communaux et intercommunaux, afin de préserver la vitalité de leurs territoires et lutter contre la désertification. Or, préserver le lien emploi/logement s'avère complexe parce que cela requiert l'intervention de



François Baroin

© Arnaud Férier pour L'AMF

nombreux acteurs et niveaux de décision.

Les communes tentent de répondre à ces exigences en proposant des logements diversifiés (logements sociaux et privés, location et propriété individuelle) et en favorisant le développement économique sur leur territoire. Néanmoins, la

baisse des dotations constitue là aussi un frein important en matière d'investissement, qui vient s'ajouter aux freins déjà existants (économie fragile, normes de construction).

Treize grandes capitales régionales et 36 000 petites communes: comment éviter les inégalités entre les territoires?

La fusion des régions et l'affirmation de très grandes métropoles françaises supposent une réflexion sur l'organisation des territoires environnants afin d'assurer leur développement harmonieux.

Quelle que soit la carte administrative, l'aménagement du territoire demeure une nécessité. À cet égard, c'est une chance pour notre pays d'avoir 500 000 élus de proximité qui, dans chaque commune, se dévouent pour leurs concitoyens et veillent au bien vivre-ensemble. Dans une société fragile, leur apport pour la cohésion sociale est irremplaçable. ■

L'arrivée de migrants dans notre pays suscite des réactions identitaires violentes et des jugements à l'emporte-pièces, tel que « en matière de logement les derniers arrivés sont les premiers servis. » Opposer les populations souffrantes, c'est nier toute humanité. Il est urgent de résister à cette tentation.

Toute détresse mérite réponse

Depuis quelques mois, certains accusent les migrants qui choisissent de s'installer dans notre pays de voler les logements sociaux à des ménages français en attente d'une attribution, ou d'occuper les lits en centres d'hébergement, en lieu et place des SDF. C'est facile dans les moments de tension de dénoncer des coupables. Si, effectivement, des familles chassées par la guerre ont été accueillies et hébergées en urgence, elles ne bénéficient pas, en revanche, de priorité d'accès au parc social. Leurs dossiers, une fois déposés, entrent dans le circuit au même titre que les autres. Faut-il rappeler que – et cela bien avant l'arrivée de ces populations – 1 700 000 personnes, dont 60 000 familles prioritaires Dalo attendent depuis des

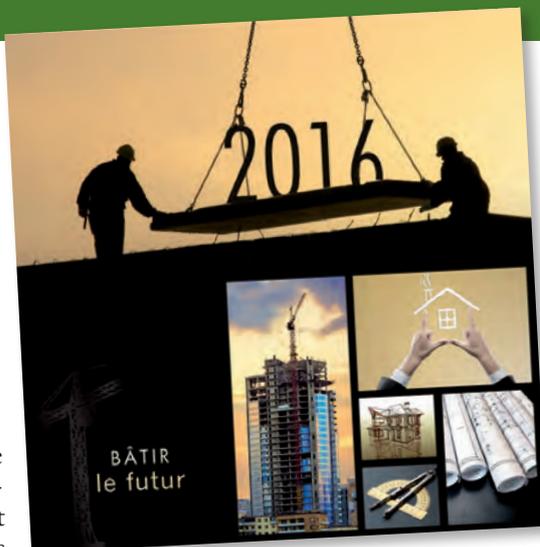
mois un logement? Et pire, qu'en dix ans le nombre de personnes à la rue a augmenté de 50%! On dénombre aujourd'hui 141 000 sans domicile fixe. Si les centres d'hébergement sont engorgés c'est en partie parce que beaucoup y trouvent refuge, faute de domicile pérenne. C'est en fait toute la politique du logement qui est en panne, grippée, incapable de répondre à la demande. La France reste une terre d'accueil et d'espoir. La majorité de ses habitants sait manifester sa compassion à ceux qui s'y réfugient, leur tendre la main, comme à toute autre personne souffrante, en détresse. Face au chaos qui secoue une partie de la planète, la responsabilité de tous est engagée pour préserver la dignité et l'avenir de chacun.

Qui aidez-vous?

Je vous adresse un petit don notant qu'autour de moi, de plus en plus de jeunes et moins jeunes galèrent pour se loger. Comment choisissez-vous ceux que vous aidez ?

■ Aude M., Arcachon ■

Très sensibles à votre générosité, nous vous en remercions. La Fondation Abbé Pierre finance un réseau de Boutiques Solidarité qui accueillent, soutiennent et accompagnent les personnes en très grande difficulté. Grâce à ses Pensions de famille, nombre de personnes retrouvent un logement. Par ailleurs, elle subventionne de nombreuses associations réputées pour leur sérieux qui disposent de leurs propres structures d'accueil. Un règlement intérieur, défini par le conseil d'administration de chacune de ces entités, fixe les modalités d'admission selon des critères objectifs et précis. Certaines par exemple accueillent des couples, d'autres des personnes isolées, d'autres des jeunes travailleurs, d'autres encore des handicapés, etc. Toutes œuvrent, sans discrimination aucune, en relation étroite avec les services sociaux qui leur signalent les personnes en détresse. Le but de la Fondation est d'orienter vers la structure la plus



adéquate celles et ceux qui sollicitent son aide ou de les accueillir dans ses propres établissements.

Où est la Fondation?

En regardant sur votre site l'implantation de vos structures, j'aimerais comprendre pourquoi certaines régions semblent privilégiées ?

■ Marc B., Nogent-sur-Marne ■

Le développement de notre réseau de Boutiques Solidarité s'appuie sur des associations présentes dans des régions où la grande exclusion est importante et qui adhèrent à notre charte. Le réseau des Pension de famille obéit au même principe. Ainsi

nous sommes en priorité là où la misère, l'exclusion sévissent et où des associations de valeur interviennent. L'enjeu de ces réseaux sur lesquels nous nous appuyons est à la fois de soutenir des actions directes vers les publics exclus et en situation d'errance mais également de partager des pratiques, les faire évoluer en s'adaptant aux besoins des personnes accueillies ou résidentes.

Présenter vos vœux?

Chaque année, pour soutenir vos actions je vous commande des cartes de vœux pour mon entreprise. En déplacement en novembre, j'ai oublié. Est-ce encore possible de le faire ?

■ Danielle Q., Bièvres ■

Oui, bien sûr. Vous pouvez, tout au long de l'année, commander nos cartes de vœux imprimées ou virtuelles. Leur vente rapporte à la Fondation 45 000 € et participe ainsi au financement de ses actions au profit des plus fragiles. Devis, personnalisation, échantillons, etc. tout est possible.

Renseignements au 04 42 16 38 90
ou sur le site : www.cartesvoeux-fondationabbepierre.com



Aidez-nous! Abonnez-vous

Oui, je décide de m'abonner

au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre : **«et les autres?»**
4 € pour 4 numéros par an.

Pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats.

Mme Mlle M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

e-mail :

Règlement : chèque bancaire chèque postal libellé à l'ordre de la Fondation Abbé Pierre.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de suppression et de rectification aux données personnelles vous concernant en vous adressant à notre fondation. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés ou organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire en nous indiquant vos nom, prénom, adresse (et si possible les références du message que vous avez reçu).



■ AIDES AU LOGEMENT : COUPES CLAIRES !

Nette reprise de l'immobilier

Le marché du logement ancien repart. Fin septembre, 753 000 ventes ont été enregistrées sur les douze derniers mois en France, soit + 4,2% par rapport à la même période en 2013-2014. En Ile-de-France, 46 610 logements ont été vendus au troisième trimestre 2015, soit 9 500 de plus qu'à la même période de 2014, ce qui correspond à une augmentation de + 25%.



En revoyant les conditions d'attribution des APL afin de réaliser de substantielles économies, le Gouvernement pénalise une nouvelle fois les bas revenus. Première mesure : la prise en compte du patrimoine des bénéficiaires et plus seulement des revenus tirés de ce patrimoine. Cela concerne environ 10% des allocataires. Seconde mesure : les APL deviennent dégressives pour les loyers élevés (ex. au-delà de 620 € pour un couple à Lyon et 700 € à Paris) ; 473 000 foyers seraient concernés. De telles mesures privant de revenus la frange la plus fragile de la population participent à son appauvrissement, risquant à court terme d'aboutir à une augmentation des impayés de loyer et par ricochet, des expulsions.

■ Une nouvelle fois, le plan hivernal en berne

Le Collectif des Associations unies, qui regroupe 34 associations nationales participant à l'accès au logement et à l'hébergement des personnes les plus démunies, vient d'alerter le Premier ministre sur la saturation du 115. En cette période de froid, lorsqu'il répond, le 115 n'a souvent d'autres solutions à proposer que des nuits d'hôtel. Une solution peu adaptée pour les familles notamment et qui coûte cher, 200 millions environ par an, à raison de 17 € en moyenne par nuit. Le Collectif rappelle que : « Pour sortir d'une politique de l'urgence, les engagements budgétaires de la nation doivent soutenir l'accès au logement ou à un hébergement stable pour les plus démunis. Si les crédits dédiés à l'hébergement et au logement accompagné sont en progression, ils restent inférieurs à la dépense constatée en 2014. Et il manque 200 millions d'euros pour que l'État respecte en 2016 les engagements pris dans le cadre des plans pluriannuels de sortie d'hôtels et de création de 13 000 places d'hébergement pérennes. »



■ EXPULSIONS, TOUJOURS EN HAUSSE



Selon le ministère de l'Intérieur, 11 604 ménages auraient été expulsés avec le concours de la force publique en 2014, soit 15% de plus qu'en 2013. À ces expulsions s'ajoutent plusieurs dizaines de milliers de ménages quittant leur logement menacés par une procédure ainsi que les évacuations de squats, de terrains et de bidonvilles. Spirale infernale, la crise qui touche en priorité les plus faibles, entraîne une augmentation des loyers impayés et par ricochet les procédures d'expulsion, qui le 31 mars reprendront avec la même violence.

Interview

« Toute opportunité doit être saisie pour construire du logement social. »

Thierry Repentin, délégué interministériel à la Mixité Sociale dans l'habitat, évoque les aspects "logement" du projet de loi Égalité et citoyenneté qui devrait être discuté à l'Assemblée nationale en mars.

Quelles mesures vont garantir une meilleure égalité d'occupation et d'accès dans le logement ?

Mon rôle est de mobiliser tous les outils de la loi SRU pour que la construction de logements sociaux soit plus importante et mieux répartie. C'est un des moyens de lutte contre "l'apartheid territorial" évoqué par le Premier ministre il y a un an. Nous agissons en priorité sur les communes qui ne respectent pas l'article 55¹ de cette loi. Nous en avons dénombré 36 parmi les plus récalcitrantes et pour lesquelles des actions systématiques ont été demandées aux préfets. Ils doivent se substituer aux maires et préempter des terrains, signer des permis de construire, imputer la construction de logements sociaux sur le budget communal. Nous allons aussi contractualiser avec des associations pour capter du logement dans le parc privé de ces communes où il y a de la vacance. Dans ce parc, les familles en attente d'un logement social payeront un loyer Hlm et le différentiel avec le loyer demandé par le propriétaire sera pris en charge par la commune. Une première expérience a été menée à Saint-Maur-des-Fossés où nous avons récupéré 21 logements. C'est un début.



Thierry Repentin

© DR

5 000 logements sociaux ont été programmés. Mais le souhait du Président est de faire bien plus en 2015 et 2016 et je travaille en ce moment sur près de 60 ventes. Terrains de la SNCF, de la Ratp, de l'Armée, établissements de santé... j'attends avec impatience le vote de la loi de finances 2016 dont certaines dispositions me donneront encore plus de souplesse pour agir dans des villes comme Lille, Bordeaux, Marseille, mais aussi Fréjus, Poitiers, Saint Malo ou encore le 8^e et le 7^e arrondissement de Paris – arrondissements où l'on ne dénombre que 2 % de logements sociaux. Pour moi, toute opportunité doit être saisie, que l'on construise sur un site 15 logements ou une centaine.

Comment réagissent les communes ?

Je ne retrouve pas toujours la même volonté chez tous les élus, mais je pense qu'une fois que nous aurons quelques réalisations concrètes sous l'autorité des préfets, elles auront des vertus pédagogiques sur les uns et les autres. La mixité sociale est une nécessité. Quinze ans après le vote de la loi SRU, je pense que nous vivons une belle étape. ■

Et l'État ? Qu'en est-il de la mobilisation du foncier ?

Entre 2013 et 2014, quinze terrains de l'État ont été vendus et un peu plus de

1. L'article 55 de la loi SRU impose, dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 habitants en Ile-de-France) entre 20 et 25 % de logements locatifs sociaux.

Liste des documents demandés par un bailleur.

20 mois après la promulgation de la loi Alur, un décret paru le 7 novembre fixe la liste limitative des documents qu'un bailleur peut demander: un justificatif d'identité, un justificatif de domicile, un ou plusieurs justificatifs d'activité professionnelle et un ou plusieurs justificatifs de ressources. Un bailleur trop exigeant peut être taxé d'une amende de 3 000 €.



Des chambres en plus

Partenaire de la Fondation, l'entreprise VELUX France a fait don de 6 fenêtres de toit et a participé à la pose pour la maison d'une famille en difficulté du Morbihan. Le couple a été accompagné pour l'auto-réhabilitation de sa maison par les Compagnons Bâisseurs Bretagne, partenaire de la Fondation. Ce don leur a permis d'aménager les combles de leur maison en chambres et de réaliser d'importantes économies. VELUX France va soutenir quatre autres chantiers accompagnés par les Compagnons Bâisseurs.

Un petit geste pour une grande action

Les dons, sous forme de titres restaurant, permettent de financer les missions sociales de la Fondation. Les titres 2015 peuvent être adressés jusqu'au 15 février (ceux de 2016 sont acceptés toute l'année). Pour les offrir il suffit de les barrer avec la mention "Fondation Abbé Pierre" et de les renvoyer dans une enveloppe non affranchie à : **Fondation Abbé Pierre, Libre réponse 18115 75919 Paris CEDEX 19**. Pour les dons groupés (CE, etc), contacter le **Service donateurs au 01 55 56 37 25**.



Des tuiles pour "Toits d'abord"



En donnant des tuiles, la Fédération Française des Tuiles et Briques (FFTB), a participé à la construction par "Solidarités Nouvelles pour le Logement" de cinq appartements d'insertion à Lardy (91). Lors de leur inauguration, le 28 septembre dernier, Hervé Pétard, secrétaire général de la FFTB, a confié : « Notre filière terre cuite s'est fortement mobilisée pour participer au programme "Toits d'abord" de la Fondation Abbé Pierre. Nos membres sont fiers de contribuer ainsi, à leur échelle, à la création de logements pour les personnes les plus démunies. » La FFTB apporte aussi son soutien en tuiles et briques à deux autres projets : la création de sept logements à Auvers-Saint-Georges, toujours dans l'Essonne, et d'une Pension de famille à Lodève (34) avec l'association "Adages".

EIFFAGE RÉNOVE LA BOUTIQUE SOLIDARITÉ DE MANTES-LA-JOLIE

Partenaire de la Fondation depuis 2005, dans le cadre d'un mécénat financier, en nature et de compétences, Eiffage Construction a réhabilité cinq Boutiques Solidarité à Gagny, Reims, Beauvais, Perpignan et, dernièrement à Mantes la Jolie (78). Ses locaux vieillissants nécessitaient d'importants travaux de mise en conformité et de réaménagement. « Grâce aux équipes d'Eiffage Construction, un nouveau bureau d'accueil a été créé afin de recevoir chacun dans de meilleures conditions. Les douches et sanitaires ont été refaits et leur nombre doublé. Depuis la fin des travaux, trois fois plus de personnes utilisent les douches » a précisé Philippe Langonné, responsable de la Boutique, lors de l'inauguration du bâtiment, le 15 octobre dernier.



IKEA France, toujours fidèle

Depuis plus de 10 ans, IKEA France soutient activement le réseau des Boutiques Solidarité et Pensions de famille de la Fondation Abbé Pierre. Ainsi en 2015, IKEA a fait don de mobilier neuf à hauteur de 180 000 € pour quinze lieux d'accueil et a également apporté un soutien financier de 86 620 €. Samuel Mouchard, responsable de l'Espace Solidarité Habitat de la Fondation, en témoigne : « Du nouveau mobilier pour le rentrée ! Le partenariat de la Fondation Abbé Pierre avec IKEA a permis de renouveler l'espace d'accueil de l'ESH. Les personnes seront désormais reçues en rendez-vous dans des espaces plus accueillants, à la fois chaleureux et conviviaux. »





Je m'en souviendrais toute ma vie. La première fois que je l'ai rencontré, c'était en Suisse, il était avec Zinedine Zidane. Ils avaient un respect très profond l'un pour l'autre et moi, au milieu, je n'en croyais pas mes yeux. C'était un vrai moment historique pour moi.

Quelques années plus tard, j'ai eu l'occasion de le rencontrer seul cette fois-ci, au siège de la Fondation. Et là, j'ai eu une grande discussion avec lui. Ce que je voulais vraiment faire ce jour-là, c'était le remercier car je sais combien l'aide qu'on m'a apportée dans mes jeunes années a été importante.

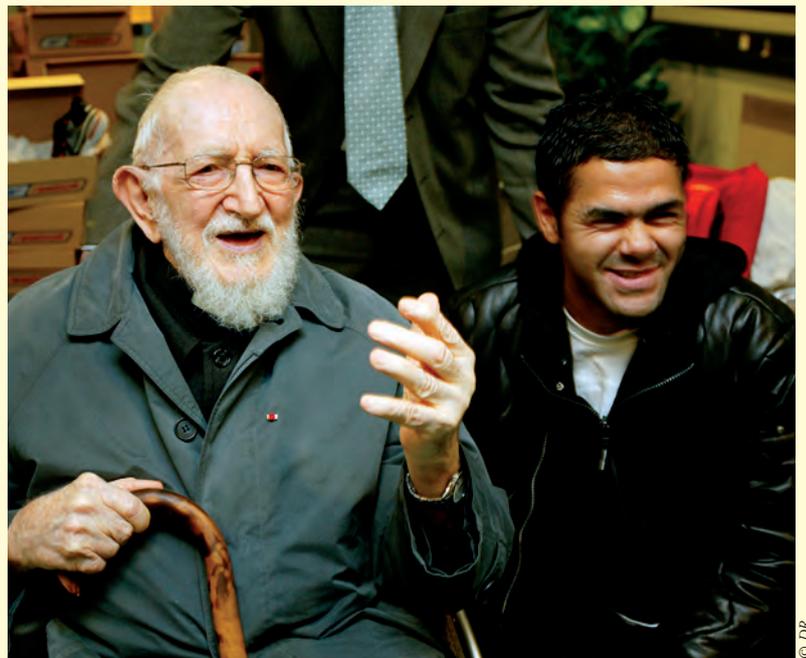
Quand j'étais ado, je vivais en cité, à Trappes. Il y avait pas mal d'associations. C'étaient elles qui faisaient vivre le quartier. Elles m'ont aidé et elles ont aidé beaucoup de jeunes. J'allais souvent aussi chez Emmaüs, acheter des vêtements, des meubles.

Je suis persuadé d'une chose : les associations font un travail extraordinaire en banlieue, ce sont elles les véritables hommes politiques ! Elles sont sur le terrain tous les jours, elles font de l'écoute active, elles sont indispensables aux jeunes et aux habitants des quartiers populaires. Avant que je ne devienne connu, c'est l'aide la plus réconfortante et la plus "boostante" que j'ai jamais eue.

Pour moi, ce sont les pompiers de la société dans laquelle on vit. Je leur dis la même chose que j'ai dit à l'Abbé : merci. Avec lui, avec elles, des milliers de personnes retrouvent leur dignité. Et, même si aujourd'hui l'abbé Pierre n'est plus parmi nous, il est bien vivant dans ma mé-

Il était une fois...

L'abbé Pierre rencontre Jamel Debbouze



L'abbé Pierre et Jamel, le 8 mars 2004 à la Fondation.

moire. Sa nature, sa manière d'être en constante rébellion contre l'injustice, c'est ça qu'il faut rappeler. Son altruisme permanent, ce don de soi qu'il avait comme personne. C'est le dernier super-héros.

L'Abbé, si tu m'écoutes, j'te kiffe toujours et je te le redis : encore merci! ■

« L'abbé Pierre ?
c'est le dernier super-héros
qu'on ait eu ! »